Nouvelle Revue d'histoire

LA GAUCHE SELON JACQUES JULLIARD

« Quand on ne me demande pas ce qu'est le temps, disait saint Augustin, je sais parfaitement ce que c'est. Mais si on me le demande, je ne le sais plus ». Jacques Julliard confesse d'entrée que parler de « la gauche » le met dans une disposition d'esprit assez comparable.

Le clivage droite-gauche a depuis des décennies fait l'objet d'innombrables travaux, dont aucun ne s'est révélé vraiment satisfaisant. On a voulu le résumer par des oppositions sommaires (liberté-égalité, conservation-mouvement, pessimisme-optimisme, etc.), mais qui n'ont jamais fait l'unanimité. Non seulement le contenu des mots « droite » et « gauche » varie d'un pays à l'autre – et d'une époque à l'autre –, mais on n'est jamais parvenu à trouver des termes permettant de qualifier globalement toutes les droites ou toutes les gauches (il y a toujours des exceptions). Ajoutons encore que les gens de droite ignorent bien souvent l'histoire de la gauche, tout comme les gens de gauche ignorent celles de la droite, les uns et les autres ayant tendance à interpréter les idées dans lesquelles ils ne se reconnaissent pas comme un « bloc », ce qui ne facilite pas l'intelligence du sujet.

C'est à ce problème que s'affronte Jacques Julliard dans son dernier livre, intitulé *Les gauches françaises*. Les gauches, et non la gauche : pluriel révélateur. « Il y a la gauche et il y a les gauches, écrit Julliard. Il en va de même en face, où il y a la droite et aussi les droites ».

On ne résume évidemment pas un livre de près d'un millier de pages – auquel s'ajoute encore un instructif recueil de textes fondateurs –, même si ce livre est de toute évidence appelé à faire date[1]. Disons seulement que Julliard propose à la fois un livre d'histoire, parfaitement documenté, assorti d'une série de « portraits croisés » aussi vivants qu'éclairants (Voltaire et Rousseau, Robespierre et Danton, Hugo et Lamartine, Ferry et Gambetta, Clemenceau et Jaurès, Thorez et Blum, Sartre et Camus, Mendès France et Mitterrand, etc.), mais aussi une tentative d'établir une typologie. On se concentrera sur ce dernier point.

Mais dissipons déjà une équivoque. On fait en général remonter le clivage droite-gauche à la Révolution française. Ce n'est pas entièrement faux, mais c'est trompeur. En 1789, « droite » et « gauche » relèvent encore de la « latéralisation spatiale », non de l'essentialisation politique. Ce n'est en effet qu'à la fin du XIXe siècle que ces termes apparaissent en France dans le langage politique, où ils s'imposeront définitivement

après la Première Guerre mondiale. « Parler de la gauche au XVIII[e] siècle, ou même dans les trois premiers quarts du XIX[e], précise Julliard, c'est traiter d'un sujet qui n'existe pas encore, ou en tout cas qui n'est pas appréhendé comme tel par les contemporains ». Ce qui n'empêche pas bien entendu d'en rechercher des courants précurseurs jusque dans l'Ancien Régime.

La gauche, dit Julliard, est le « résultat d'une sédimentation continue ». Elle naît « de la rencontre de deux grandes idées, l'idée de progrès, l'idée de justice. La première est un produit de la raison judéo-chrétienne, qui s'est incarnée dans l'esprit scientifique, auquel les Lumières du XVIII[e] siècle et surtout l'*Encyclopédie* ont donné un nouvel élan [...] La seconde idée est le fruit d'un sentiment que l'on peut dire éternel, dont le mouvement ouvrier naissant a fait au XIX[e] siècle une exigence fondamentale ».

C'est précisément là que les difficultés commencent, car ces deux idées ont des origines complètement différentes.

L'idéologie du progrès est au départ une idéologie libérale, qui sécularise, en la rabattant sur la sphère profane, la vieille idée biblique d'une conception linéaire de l'histoire orientée vers le meilleur. Théorisée par Turgot, puis par Condorcet (*Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, 1794), elle postule que l'humanité s'oriente globalement, grâce au progrès scientifique notamment, vers un progrès moral qui n'aura pas de fin. Elle est à la base de la philosophie des Lumières (« il est absurde de dire que les Lumières sont de gauche, écrit Julliard, mais il est légitime de soutenir que la gauche est le parti des Lumières »). Fondamentalement orientée vers l'avenir, celle-ci diabolise les notions de « tradition », de « coutume », d'« enracinement », n'y voyant que superstitions dépassées et entraves à la triomphale marche en avant du progrès. Visant à l'unification du genre humain, elle exige que l'on répudie toute forme d'appartenance « archaïque », que l'on détruise systématiquement le socle organique des solidarités traditionnelles. Le monde nouveau doit nécessairement s'édifier sur les ruines du monde d'avant.

Julliard note très justement que, fondamentalement universaliste, l'idéologie du progrès « va de pair avec l'individualisme, celui qui s'affirme avec la Révolution française. [Elle] s'associe à l'épanouissement politique et moral de l'individu, alors que la doctrine absolutiste de l'Ancien Régime donne la priorité aux valeurs communautaires, celles qui reposent dans la famille, la corporation, la province et l'Etat lui-même. La "révolution des droits de l'homme" (Marcel Gauchet) est essentiellement une révolution des individus : ce sont eux et eux seuls qui sont porteurs de droits ». Louis Dumont, dans ses travaux, a lui aussi bien montré que l'individualisme est fondamentalement une idéologie de gauche. « C'est l'individu humain qui est la mesure de toute chose », disait Jaurès.

La démocratie proclame cependant la souveraineté du peuple – un peuple qui ne saurait se réduire à une simple addition d'atomes individuels. La Révolution française rompt avec l'absolutisme royal, mais c'est pour transférer à la « nation » les prérogatives de souveraineté attribuées précédemment au roi. D'où la « religion de l'unité nationale » qui domine la Révolution, conformément à la pensée de Rousseau, et cette forme de nationalisme moderne qui se déchaînera à partir de 1793 en prétendant exporter des valeurs universelles, valables pour tous les pays.

L'idée de justice, elle, est exacerbée par la révolution industrielle qui a arraché les paysans à leur terre et commencé à généraliser le salariat, substituant du même coup aux miséreux traditionnels un prolétariat urbain dont le capitalisme naissant exploite le travail en lui imposant des conditions d'existence qui, en réaction, ne vont cesser de susciter des révoltes sociales.

Pendant toute la première partie du XIXe siècle, ce sont les libéraux qui forment le cœur de la « gauche » parlementaire de l'époque (ce qui explique le sens qu'a conservé le mot *liberal* aux Etats-Unis), reprenant à leur compte cette idée fondamentalement moderne qui consiste à voir dans l'arrachement à la nature et à la tradition le geste émancipateur par excellence et la seule voie d'accès à une société « universelle » et « cosmopolite ». Benjamin Constant est le premier à célébrer cette disposition de la « nature humaine » qui conduit à « immoler le présent à l'avenir ».

Tandis que la IIIe République voit la bourgeoisie assumer peu à peu l'héritage de la révolution de 1789, le mouvement socialiste se structure en associations et en partis. Rappelons que le mot « socialisme » n'apparaît que vers 1830, notamment chez Pierre Leroux et Robert Owen, au moment où le capitalisme s'affirme comme force dominante. Le droit de grève est reconnu en 1864, l'année même de la fondation de la Ière Internationale. Or, les premiers socialistes, dont la base sociale se trouve surtout chez les ouvriers de métier, ne se présentent nullement comme des hommes « de gauche ». Il ne serait jamais venu à l'idée de Sorel ou de Proudhon, de Marx ou de Bakounine, par exemple, de se définir comme des hommes « de gauche ». La « gauche » ne désigne alors rien au-delà des « radicaux ».

A l'origine, le mouvement socialiste se pose en force indépendante. Loin d'embrasser les idées de la gauche « progressiste », il voit bien que les valeurs de « progrès » exaltées par la gauche sont aussi celles dont se réclame la bourgeoisie libérale. Il lutte donc à la fois contre la droite monarchiste et « cléricale », contre le capitalisme et contre la « gauche » progressiste héritière des Lumières. On est alors dans un jeu à trois, bien différent du clivage droite-gauche qui va s'imposer au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Les premiers socialistes ne sont pas non plus des adversaires du passé. Ils distinguent très bien ce qui, dans l'Ancien Régime, relevait du principe de domination hiérarchique, qu'ils rejettent, et ce qui relevait du principe « communautaire » et des valeurs traditionnelles, morales et culturelles qui le sous-tendaient. C'est bien pourquoi Pierre Leroux, l'un des tout premiers théoriciens socialistes, affirme, non seulement que « la société n'est pas le résultat d'un contrat », mais que, « loin d'être indépendant de toute société et de toute tradition, l'homme prend sa vie dans la tradition et la société ».

En France, c'est au moment de l'affaire Dreyfus (1894-1899) que se noue l'alliance historique du socialisme et de la « gauche » progressiste. Né d'un souci de « défense républicaine » contre la droite monarchiste, cléricale ou nationaliste, un compromis historique se dessine entre la bourgeoisie progressiste et le mouvement ouvrier qui, jusque là, s'en tenait résolument à l'écart. Telle est du moins la thèse de Jean-Claude Michéa[2], que conteste d'ailleurs Julliard, tout en reconnaissant qu'elle a « l'immense mérite de faire toute sa part à la culture séparatiste au sein de la gauche et de montrer le

solide môle de résistance qu'elle constitue par rapport à une gauche bourgeoise phagocytée par l'idéologie libérale »[3].

On sait que René Rémond, dans un livre paru il y a plus d'un demi-siècle, avait distingué trois grandes familles de droite : la famille orléaniste ou libérale, la famille légitimiste ou contre-révolutionnaire et la famille bonapartiste. Deux d'entre elles au moins posaient problème : la première en raison de son origine (historiquement, le libéralisme apparaît à gauche), la troisième en raison de sa polysémie (on peut y inclure aussi bien le fascisme que le gaullisme ou les droites révolutionnaires).

Jacques Julliard, lui, distingue quatre grandes familles de gauche : la gauche libérale, la gauche jacobine, la gauche collectiviste, la gauche libertaire.

La gauche libérale en tient avant tout pour une culture de gouvernement. Elle milite pour l'économie de marché, la séparation des pouvoirs, la distinction de la société civile et de l'Etat, l'idéologie des droits de l'homme et l'individualisme. Elle ne se distingue du libéralisme de droite que par son attachement de principe à la notion d'égalité. La gauche jacobine en tient elle aussi pour une « société d'individus », mais insiste en même temps sur les valeurs « républicaines ». Elle prône la vertu civique, donne à l'Etat un rôle de premier plan, manifeste une hostilité instinctive vis-à-vis du « communautarisme », du régionalisme et de la décentralisation. Elle professe avec force sa volonté d'imposer la laïcité. Elle en tient pour l'école unique, l'uniformisation des terroirs, la république une et indivisible (« l'unité est le nom philosophique et politique de la centralisation », dit Julliard).

La gauche collectiviste ne se limite pas historiquement au parti communiste. Elle a longtemps englobé aussi le parti socialiste, avant que celui-ci ne s'oriente vers le réformisme. Elle se distingue de la gauche jacobine en ce qu'elle croit en la puissance des organisations, récuse l'idée d'une réconciliation générale sous les auspices de la raison et reste convaincue que l'antagonisme entre le monde du capital et le monde du travail est irréductible.

La gauche libertaire est la moins connue de toutes. « Elle n'est jamais arrivée à s'inscrire tout entière dans un parti. Elle n'a jamais eu de représentation parlementaire ». Elle remonte pour le moins à Proudhon, tenant d'une philosophie sociale de la liberté dont les idées mutuallistes furent mises à l'honneur durant la Commune de 1871 par son disciple Pierre Denis. Elle ne refuse pas l'ordre, mais le pouvoir (« la plus haute perfection de la société, écrit Proudhon, se trouve dans l'union de l'ordre et de l'anarchie », preuve qu'à ses yeux ces termes ne sont pas incompatibles). Hostile aux partis comme aux intellectuels, elle place toute sa confiance dans la capacité des producteurs à s'auto-organiser sur la base de contrats librement négociés.

Ces catégories restent problématiques. Julliard est le premier à le reconnaître quand, dans la partie la plus originale de son livre, il s'efforce de cerner des « agrégats » réunissant collectivisme, traditionalisme et fascisme (ceux qui veulent avant tout éviter une société uniquement formée d'individus porteurs de droits), jacobinisme et bonapartisme (ceux qui font de l'Etat le fondateur et l'organisateur du lien social), libéralisme de gauche, orléanisme, libertarisme et démocratie chrétienne (ceux qui partagent une même méfiance envers l'Etat et font confiance à la société civile pour

résoudre elle-même ses problèmes). « Il y a désormais des jacobins de gauche et d'extrême gauche, mais aussi de droite et d'extrême droite », fait ainsi observer Julliard. Marine Le Pen, par exemple, campe à bien des égards sur les positions de la gauche jacobine et « républicaine ».

Si Fernand Pelloutier, secrétaire à partir de 1895 de la Fédération des Bourses du travail, vient de l'anarchisme, et que nombre de syndicalistes révolutionnaires professent à l'instar des anarchistes la même hostilité au parlementarisme, Sorel et ses disciples n'en prendront pas moins leurs distances, tant vis-à-vis des anarchistes que des guesdistes, tenants d'une vision pyramidale de la société. Avec Georges Sorel, Edouard Berth, Hubert Lagardelle, Emile Pouget, Victor Griffuelhes et bien d'autres, le syndicalisme révolutionnaire dénonce avec force les partis démocratiques (il récuse même le suffrage universel) et leur oppose la capacité des travailleurs et des producteurs à se libérer par eux-mêmes par l'intermédiaire des syndicats, en adhérant au « mythe » de la grève générale et en privilégiant l'« action directe », c'est-à-dire l'action sur les lieux de production. C'est cette conception d'une primauté du syndicat sur le parti qui inspirera la célèbre Charte d'Amiens, adoptée par la CGT à son congrès d'octobre 1906.

Où en est-on aujourd'hui ? Au terme de son enquête, Julliard observe l'affaiblissement du clivage gauche-droite, que confirment tous les sondages. Les programmes des grands partis s'étant « recentrés », les Français constatent que droite et gauche de gouvernement ont cessé d'offrir des options radicalement opposées. La vie politique s'oriente vers une bipolarisation qui ne correspond plus à l'ancien clivage, mais à une simple fonctionnalité représentative.

L'ancien prolétariat a perdu son rôle de sujet historique, et l'idée de progrès est entrée en crise (la liaison annoncée par Condorcet entre l'émancipation matérielle et le progrès moral n'a pas eu lieu). L'écologisme politique a même montré que le progrès peut être nocif, la montée des Verts ayant aussi forcé la gauche traditionnelle à s'ouvrir à la notion de conservation (la préservation des écosystèmes). Les communistes sont devenus sociaux-démocrates, les socialistes ont cessé d'être socialistes depuis 1983. Face à un néocapitalisme post-bourgeois et post-prolétarien, le socialisme a lui-même cédé la place à une sorte de sociologie des bons sentiments. La droite et la gauche ne sont plus séparées par les grands clivages d'autrefois, portant sur la forme de gouvernement, la question religieuse ou la question sociale. La gauche s'est ralliée à la décentralisation et à l'économie de marché, la droite s'est massivement convertie au libéralisme et à l'individualisme. « A gauche, écrit Julliard, le libéralisme moral et la réglementation économique ; à droite, la réglementation morale et le libéralisme économique ». L'individualisme régnant est allé de pair avec une certaine désidéologisation, doublée d'une indifférence pour les grands projets collectifs. L'idéologie des droits de l'homme est devenue une simple légitimation de l'expansion du marché.

Le clivage droite-gauche survivra peut-être à la crise, mais de nouveaux clivages sont appelés à naître.

Alain de Benoist

1. Jacques Julliard, *Les gauches françaises, 1762-2012. Histoire, politique et imaginaire*, Flammarion, 943 p. ; Jacques Julliard et Grégoire Franconie, *La gauche par les textes, 1762-2012*, Flammarion, 457 p.

2. Jean-Claude Michéa, *Le complexe d'Orphée. La gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès*, Climats-Flammarion, Paris 2011.

3. Julliard rappelle également qu'au départ, « non seulement l'affaire Dreyfus ne constitue pas un affrontement entre la droite et la gauche, mais bien plus : c'est la classe politique presque tout entière qui se trouve dans le camp de l'antidreyfusisme ». C'est seulement à partir de 1898 que l'Affaire finit par profiter globalement à la gauche.